

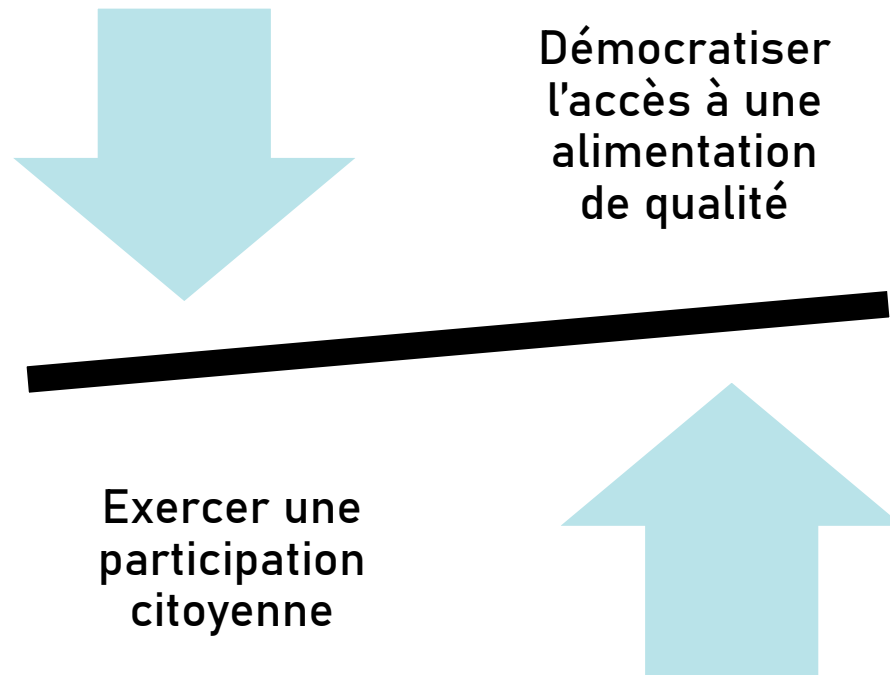
# La Caisse Alimentaire Commune – Montpellier

## Expérimentation et recherche-action



© Julien Revenu - Terre Nourricière  
pour TERRITOIRES À VIVRES

## Faire **démocratie alimentaire** ?





### Un Comité Citoyen de l'Alimentation :

Instance de gouvernance de la Caisse, composé de 61 habitant-es de la Métropole, dont la moitié sont concernés par la précarité



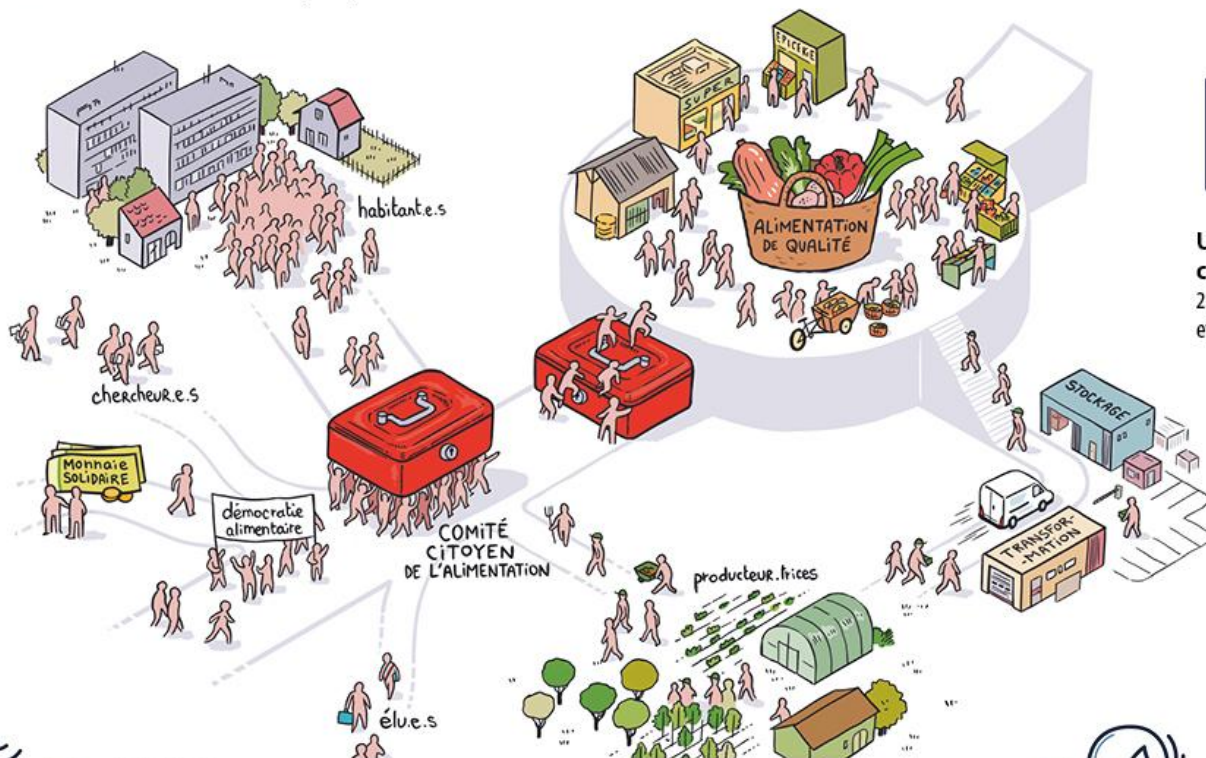
### Budget collectif :

abondé par des cotisations citoyennes (chacun cotise chaque mois selon ses moyens), et des subventions publiques et privées



### Un circuit de distribution conventionné :

28 producteur-ices, 9 artisan-es et 12 magasins



### La Mona :

outil de transaction qui permet d'acheter des produits dans le circuit conventionné



### Mutualisation :

mutualisation des approvisionnements et de la logistique, appui à la structuration de filières

### EXPERIMENTATION 2023-2024

La Caisse permet aux 370 participant-es de dépenser chaque mois 100 MonA (euros) dans des lieux de distribution alimentaire conventionnés, ouverts à tout-es, choisis par le comité (épiceries, producteurs, groupements d'achats...).



# Création d'un collectif de coopération été / automne 2021





# Mobilisation Citoyenne février à septembre 2022





# Le comité citoyen de l'alimentation – automne 2022





# Lancement de la Caisse Alimentaire Commune – 28 janvier 2023





# COMITÉ CITOYEN DE L'ALIMENTATION PROGRAMME 2022

**1 OCTOBRE 2022 :**

**#1 - Le comité citoyen de l'alimentation**

Se connaître et comprendre le projet d'expérimentation et le rôle du comité citoyen

**5 NOVEMBRE 2022 :**

**#3 - Les inégalités sociales et la précarité en lien avec l'alimentation**

Quelles sont ces inégalités ? Quelles sont les solutions proposées aujourd'hui ? Que veut-on changer ? Quel est l'intérêt de la caisse alimentaire ?

**10 DECEMBRE 2022 :**

**#5 - Critères de conventionnement et taux de cotisation (séance 1)**

Choix des critères de conventionnement et des critères d'accès à la caisse

**28 JANVIER 2023 :**

**#7 - Finalisation du travail sur les montants des cotisations et rencontre avec les élus locaux**

Rencontre avec les acteurs et les élu.e.s du territoire

Visite des lieux de distribution alimentaire citoyens

Travail sur l'outil de la monnaie alimentaire

**22 OCTOBRE 2022 :**

**#2 - La démocratie participative**

Comment prendre des décisions collectives ? Quelles modalités de fonctionnement pour notre comité ?

**26 NOVEMBRE 2022 :**

**#4 - Le système alimentaire**

Quel est notre système alimentaire actuel ? Quels sont ses enjeux en termes d'environnement, de santé, d'égalité ? Que serait un système alimentaire durable ? Comment la caisse alimentaire peut y contribuer ?

**7 JANVIER 2023 :**

**#6 - Critères de conventionnement et taux de cotisation (séance 2)**

Choix des critères de conventionnement et des critères d'accès à la caisse



# Les décisions du Comité Citoyen

## Le Guide d'autodétermination des cotisations



### CAISSE ALIMENTAIRE COMMUNE GUIDE D'AUTODETERMINATION DU MONTANT DE COTISATION SCÉNARIO VALIDÉ PAR LE COMITÉ CITOYEN LE 28 JANVIER 2023

POUR DÉMARRER, LE COMITÉ CITOYEN DE L'ALIMENTATION PROPOSE UN MODE DE FONCTIONNEMENT DE LA CAISSE ALIMENTAIRE COMMUNE BASÉ SUR UN CHOIX DE MONTANT DE COTISATION GUIDÉ !

#### TROIS CRITÈRES POUR ACCOMPAGNER LE CHOIX DU MONTANT DE COTISATION DES PARTICIPANTS :

##### REVENUS MENSUELS NETS

Le Revenu Mensuel est composé du revenu du travail (y compris commissions, bonus et pourboires) ; de prestations de retraite, de rentes, d'indemnité de remplacement du revenu de pension alimentaire accordée en justice, de prestation d'aide sociale, de prestation d'objectif emploi ou d'allocation de solidarité sociale.

##### BUDGET DISPONIBLE

\* Habituellement appelé Reste à Vivre  
Le Budget Disponible est le montant qui ne reste une fois que j'ai payé les charges (loyer, crédit immobilier, charges, assurances, abonnements et consommation (eau, électricité, téléphone...), transports...)

##### BUDGET ALIMENTAIRE

Le Budget Alimentaire est la somme de ce que je dépense par mois pour l'alimentation à domicile.

#### DEFINITION

#### BOUSSOLE

Salaires médian (la moitié des salariés gagne plus, l'autre moitié gagne moins) : 1700€/mois  
Salaires moyen (la somme des salaires divisée par le nombre de salariés) : 1524€/mois  
Les 10% de la population les plus modestes ont un revenu inférieur à 929€/mois

Le reste à vivre considéré comme décent se situe autour de 700 euros/mois pour une personne seule, autour de 1000€/mois pour un duo + 100€ par enfant à charge.  
Le reste à vivre considéré comme minimum se situe autour de 600€/mois pour une personne seule (55€/semaine).

En France, on consomme en moyenne 17% de son budget à l'alimentation à domicile.  
Le budget alimentaire moyen en France (par personne/par mois) est de 239€.  
Les plus modestes ont un budget de 152€ et les plus aisés 252€.  
Le budget alimentaire des foyers les plus modestes est autour de 475€/mois.

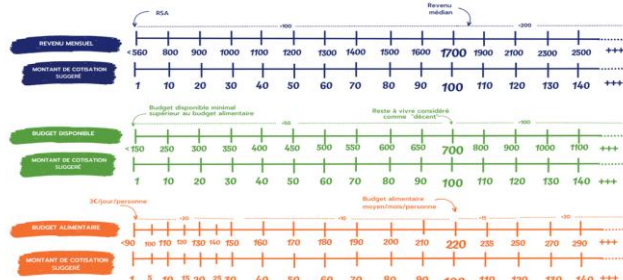
#### COMMENT PRENDRE EN COMPTE LA COMPOSITION DU FOYER ?

Les trois critères ci-dessous sont à considérer selon la composition du foyer. Il s'agit d'additionner les montants individuels des membres du foyer puis de les diviser selon le nombre de personnes qui composent le foyer. Les adultes comptent pour 1 et les enfants de moins de 14 ans comptent pour 0,5.



#### REPÈRES D'ACCOMPAGNEMENT :

Le Comité Citoyen de l'Alimentation propose aux participant-e-s de la Caisse de définir leur montant de cotisation en utilisant les repères ci-dessous. Les trois critères vont déterminer 3 montants de cotisations différents (ou pas...). Les montants de cotisation pourraient être modifiés tous les 3 mois.



## Le processus de Conventionnement



### CAISSE ALIMENTAIRE COMMUNE LES 5 LIEUX DE DISTRIBUTION CONVENTIONNÉS



#### LES POINTS DE CONVERGENCE :

- Gouvernance collégiale et transparente (asso, coopérative)
- Mixité sociale, inclusion et prix unique pour toutes
- Soutien aux producteurs via une rémunération correcte du travail
- Lien direct aux producteurs, basé sur la confiance et pas uniquement les labels
- Choix des approvisionnements : majoritairement des produits bio et/ou locaux, identifiés comme éthiques. Volonté d'avoir un impact positif sur le modèle agricole
- Grande variété de produits liée à la complémentarité entre les différents lieux

#### LES POINTS DE VIGILANCE :

- La durabilité économique des structures : fragilité des financements, difficulté à trouver un modèle économique viable
- Problématiques de local/lieu difficile à trouver
- Repose énormément sur le bénévolat



**Enjeu :**  
RENFORCER ET SÉCURISER LES INITIATIVES EXISTANTES



**Perspective :**  
DÉPLOYER DE NOUVELLES INITIATIVES CITOYENNES, AVEC LES CRITÈRES RETENUS CI-DESSUS

tav-montpellier.xyz



# Critères de conventionnement

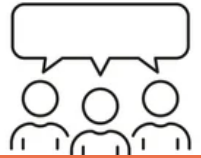
5 grands critères :

- Praticité et accessibilité
- Qualité environnementale et santé
- Relation avec les producteurs
- Modèle économique, gouvernance et éthique
- Relation entre la structure et le comité citoyen

Critère	Description	Score
<b>Accessibilité et praticité</b>		
Maillage territorial	Complémentarité avec l'offre déjà conventionnée	1 à 3
Diversité des produits	Offre mono-produit ou permet d'y faire toutes les courses ?	1 à 3
Accessibilité physique	Accessible en voiture / transport en commun / vélo / pour les PMR	1 à 4
Accessibilité temporelle	Le lieu a-t-il une large amplitude horaire ?	1 à 3
<b>Qualité environnementale et santé</b>		
Respect de l'environnement	Part de produit labellisés AB / N&P / autre démarche	0 à 3
Emballage et plastiques	Part des produits en VRAC ou sans emballages	0 à 3
Santé	Part et mise en avant des produits frais / non transformés	0 à 3
<b>Relation avec les producteurs</b>		
Local et de saison	Part des produits locaux et de saison	0 à 3
Circuit de commercialisation	Longueur du circuit de distribution (du producteur au consommateur)	0 à 3
Relation aux producteurs	Durabilité et qualité des relations avec les producteurs	0 à 3
<b>modèle économique, gouvernance et éthique</b>		
Gouvernance de la structure	Qui décide ? association / coopérative vs multinationale	0 à 3
Prix, marges et accessibilité économique	Marge limitée pour privilégier les producteurs ou forte rentabilité ?	0 à 3
Conditions de travail	Type de contrat, rémunération et conditions de travail des salariés	0 à 3
<b>Relation entre la structure et le projet de caisse</b>		
Intérêt pour le projet	Adhésion du point de vente au projet (vs opportunité commerciale)	Appréciation



## Typologie et profil des participant·e·s



### Les expérimentateur·ice·s

70% de femmes (*Montpellier : 53%*)

47 % vivent sous le seuil de pauvreté (*Montpellier : 19%*)

72% Bac+3 (*Montpellier : 35%*), 63% dans une asso  
La moitié sont concerné·e·s par la précarité alimentaire

23% ont recours à l'aide alimentaire

Des participant·e·s engagé·e·s dans l'alimentation durable

67% consomment du bio 1/semaine (*France : 34%*)

### Les membres du Comité citoyen

81% de femmes

Divers milieux sociaux

64% Bac+3, 74% dans une asso

La **moitié** sont concernés par la précarité alimentaire

28% ont recours à l'aide alimentaire

60% consomment du bio 1/semaine

=> Une composition sociale représentative des participant·e·s à l'expérimentation

# Depuis 2025...

- Augmentation du **nombre de foyers**
- **Evolution des montants** de MonA mensuels en fonction de la composition familiale
- Renouvellement du **comité citoyen**
- Poursuite du conventionnement et nouveaux points de vente
- Création d'une **caisse d'investissement**
- Des enjeux forts de « **modèle** » **socio-économique** et de stratégie politique
- Structuration d'une **association**



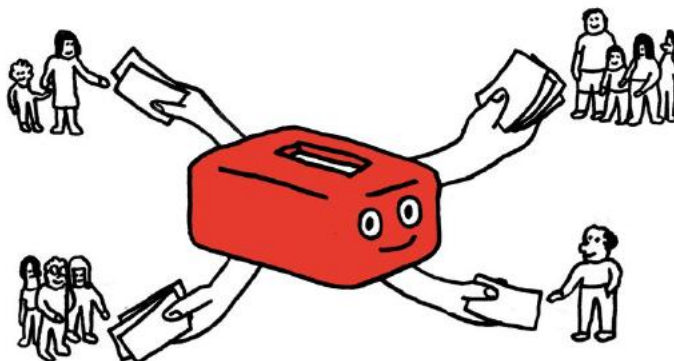


# La Cotisation

①  
JE DONNE  
EN FONCTION  
DE MES MOYENS.



②  
JE REÇOIS  
SELON MES BESOINS.



Chaque mois, les foyers reçoivent une somme en Mona en fonction du nombre de leurs membres.

1 PERSONNE	100 MONA
2 PERSONNES	150 MONA
3 PERSONNES	180 MONA
4 PERSONNES & +	220 MONA

1 MONA = 1 EURO

③  
J'ACHÈTE DE BONS PRODUITS  
DANS DES LIEUX CONVENTIONNÉS.



# La Cotisation



## GUIDE D'AUTODÉTERMINATION DU MONTANT DE COTISATION N° 3 AVEC PRISE EN COMPTE DE LA COMPOSITION DU FOYER

Pour définir votre cotisation, le comité citoyen vous propose de déterminer vous-même votre cotisation, sans fournir de justificatif, en suivant ces 5 étapes.

### 1ÈRE ÉTAPE : JE DÉFINIS LE MONTANT DE MON ALLOCATION

Pour cela, je compte le nombre de personnes de mon foyer que je souhaite engager dans l'expérimentation.

Foyer est ici utilisé au sens de ménage comme désignant l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de colocation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Exemple de situation où tous les membres du foyer ne sont pas engagés dans l'expérimentation : Parent seul avec deux enfants, je vis dans une colocation avec un couple et leur enfant unique. Je souhaite m'engager dans l'expérimentation avec mes deux enfants, je note ainsi 2 personnes engagées dans l'expérimentation et j'aurai droit à 150 MonA.



1 PERSONNE ENGAGÉE

JE REÇOIS 100 MONA

2 PERSONNES ENGAGÉES

JE REÇOIS 150 MONA

3 PERSONNES ENGAGÉES

JE REÇOIS 180 MONA

4 PERSONNES OU PLUS ENGAGÉES

JE REÇOIS 220 MONA

NB : Si j'estime que je ne dépenserai pas ce montant d'allocation, je peux choisir le montant d'allocation MonA inférieur à celui déterminé par le nombre de personnes engagées.

### 2ÈME ÉTAPE : JE CALCULE POUR L'ENSEMBLE DES PERSONNES QUE J'ENGAGE DANS L'EXPÉRIMENTATION

#### LE REVENU MENSUEL NET

Le Revenu mensuel net est composé de l'ensemble des revenus de tout les membres engagés dans l'expérimentation : revenu du travail (y compris commissions, bonus et pourboires) ; indemnité chômage ; pension de retraite ; prestations sociales (RSA, Allocation Adulte Handicapé, aides au logement, prestations familiales...) ; rentes et dividendes ; pension alimentaire ; allocations de solidarité sociales ; et toutes autres formes de revenu.

#### J'OBTIENS

= ...

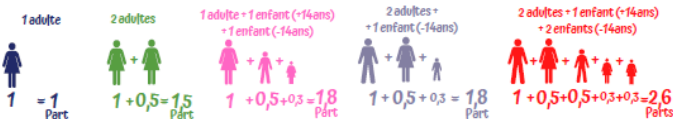
#### LE BUDGET DISPONIBLE\* \* Habituellement appelé Reste à Vivre

Le Budget Disponible est le montant qu'il me reste une fois payées les charges fixes : loyer, crédit immobilier, charges, assurances, taxes, abonnements et consommation (eau, électricité, téléphone...) ; transports...

= ...

### 3ÈME ÉTAPE : JE CALCULE LE NOMBRE DE PARTS QUE REPRÉSENTENT LES PERSONNES QUE J'ENGAGE DANS L'EXPÉRIMENTATION

Pour ce calcul je compte : 1 part pour le premier adulte engagé ; 0,5 part pour chaque adulte engagé supplémentaire et pour chaque enfant engagé à partir de 14 ans ; 0,3 part pour chaque enfant engagé de moins de 14 ans.



J'OBTIENS = ... PART(S)

### 4ÈME ÉTAPE : JE CALCULE MES RESSOURCES PAR PART

Les montants obtenus à la 2ème étape sont à déterminer en fonction du nombre de parts défini à la 3ème étape. Pour cette 4ème étape je divise donc mon :

REVENU MENSUEL NET  
par le nombre de parts

BUDGET DISPONIBLE  
par le nombre de parts

J'OBTIENS = ... REVENU MENSUEL NET/PART

... BUDGET DISPONIBLE/PART

### 5ÈME ÉTAPE : JE DÉFINIS MON MONTANT DE COTISATION À L'AIDE DU BON REPÈRE

En fonction de mon montant d'allocation choisi en 5ÈME ÉTAPE, je me réfère au bon repère.

100 MONA → REPÈRE A

150 MONA → REPÈRE B

180 MONA → REPÈRE C

220 MONA → REPÈRE D

Sur le repère choisi, face à mon REVENU MENSUEL NET/PART et mon BUDGET DISPONIBLE/PART, je prends connaissance des montants de cotisation suggérés.

4ÈME ÉTAPE

### REPÈRE DE COTISATIONS SUGGÉRÉES POUR UNE ALLOCATION DE 100 MONA :

A

Le Comité Citoyen de l'Alimentation propose aux participant-e-s de la Caisse de définir leur montant de cotisation à l'aide du repères ci-dessous. Les deux critères vont déterminer 2 montants de cotisations différents (ou pas...). Dans cette fourchette de cotisations suggérées, à vous de choisir ensuite le montant qui paraît le plus adapté à votre situation ainsi qu'aux vœux des enjeux du projet. Le montant de cotisation pourra être modifié si besoin tous les 3 mois.

Revenu mensuel net/ part	Cotisation suggérée pour le foyer
635 € ou moins	1 €
750 €	5 €
800 €	10 €
850 €	15 €
900 €	20 €
950 €	25 €
1 000 €	30 €
1 050 €	35 €
1 100 €	40 €
1 150 €	45 €
1 200 €	50 €
1 250 €	55 €
1 300 €	60 €
1 350 €	65 €
1 400 €	70 €
1 500 €	80 €
1 600 €	85 €
1 750 €	95 €
1 850 €	100 €
1 900 €	105 €
2 100 €	115 €
2 300 €	125 €
2 500 €	135 €
2 700 €	145 €
2800 € et plus	150 € et plus

REVENU MÉDIAN  
MONTPELLIER

REVENU MÉDIAN  
MÉTROPOLE

Budget disponible/ part	Cotisation suggérée pour le foyer
205 € ou moins	1 €
225 €	5 €
250 €	10 €
275 €	15 €
300 €	20 €
325 €	25 €
350 €	30 €
375 €	35 €
400 €	40 €
425 €	45 €
450 €	50 €
475 €	55 €
500 €	60 €
525 €	65 €
550 €	70 €
605 €	80 €
630 €	85 €
670 €	95 €
695 €	100 €
720 €	105 €
830 €	115 €
935 €	125 €
1 045 €	135 €
1 150 €	145 €
1 205 € et plus	150 € et plus



# La MonA – Monnaie Alimentaire



Points de vente ▾ Comptoirs des habitants ▾ Aide ▾ Actualités ▾ Adherent ▾

## À ce jour

- ✓ 69 utilisateurs
- ✓ 14 Points de vente
- ✓ 1 Comptoirs des habitants

## Rubriques

- Commerce alimentaire 4
- Marchés 11

Solde e-mlc : 100 eMonA



Payer ma cotisation



Mon code de paiement



Dernières opérations

## Situer les Prestataires



## Actualités

3 points de vente prêts pour la MonA

Vous pouvez dès maintenant, dépenser vos MonA dans 3 lieux : La Cagette au 19 Av. Georges Clemenceau L'Esperluette 3 rue Marcellin...

[LIRE LA SUITE](#)

Crée le 20/02/2023

MonA, la Monnaie Alimentaire de la caisse !



Le comité

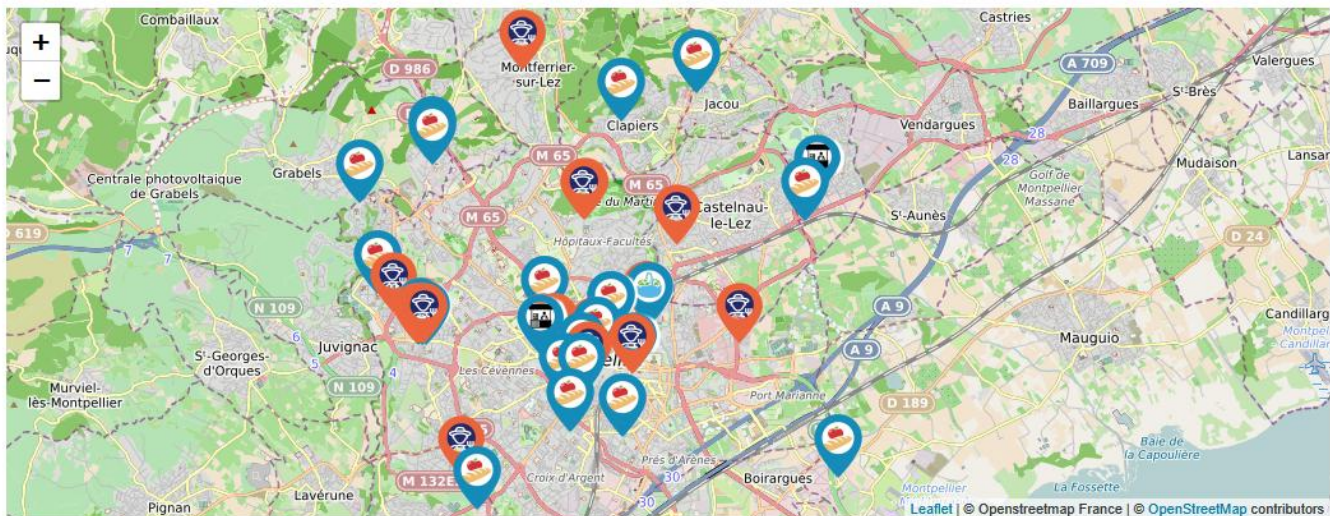
citoyen a décidé du nom de la monnaie samedi 28 janvier, la MonA (Monnaie Alimentaire)

Crée le 30/01/2023

# Typologie et profil des points de vente

Carte des points de vente

Carte



**59 points de vente conventionnés :**

34 producteur-ice-s

10 artisan-e-s

15 magasins



# Suivi du comportement des cotisants

## Combien de foyers et expérimentateur·ices ?

637 foyers sont enregistrés à la MonA soit plus de 1200 personnes

**489 foyers actifs** (= ayants cotisé au moins une fois dans les 3 derniers mois) soit environ **950 personnes**

## Cotisations

**Phase 1** : MonA 100 € - Cotisation **moyenne de 56€**

**Phase 2** : **montant différencié de MonA** selon la taille du foyer (100 / 150 / 180 / 220) (moyenne d'allocation distribuée = 132 MonA): **cotisation moyenne de 64€**

>> Depuis février 2023 les contributions **citoyennes représentent 53% du budget MonA.**

## MonA distribuée

Depuis février 2023 : 1 182 070 MonA

Moyenne d'allocation versée sur 2025 : 130 MonA

>> Montant versé par mois : 58 900€ versé au mois de novembre 2025 décliné en :

248 allocations de 100MonA, 110 allocations de 150 MonA, 33 allocations de 180 MonA et 53 allocations de 220 MonA.

## Comment se répartie la cotisation au sein des expérimentateur·ices ?

>> **25% des expérimentateur·ices versent une somme en euros supérieure à celle qu'ils reçoivent en MonA depuis février 2023**

# Qui sont les nouvelles et nouveaux participant.e.s de la deuxième phase

- 72% de femmes
- 61% de personnes avec un Bac+3 ou plus
- 81% vivant à Montpellier
- 34% de familles dont 54% de familles monoparentales
- 41% des foyers sous le seuil de pauvreté
- 41% des foyers en situation de privation matérielle et sociale

## TROIS GRANDS PROFILS

- Un **groupe aisé fortement diplômé**, fortement consommateur de bio (pas de privation et en emploi)
- Un groupe **précarisé, féminisé**, consommant du bio de manière intermittente (notamment femme seule en situation de précarité économique)
- Un groupe en **grande précarité** pour lequel le bio est inaccessible (famille monoparentale notamment en situation de privation matérielle et social)



# Deux productions à découvrir

A retrouver en ligne sur <https://tav-montpellier.xyz>

## Un « livret pédagogique pour prise en main politique »

## Un rapport de recherche-action

### 2 - Actions et méthodes de mobilisation citoyenne

[Mobilisation citoyenne : faire avec les habitant-e-s]

La mobilisation des habitant-e-s dans une optique de démocratie alimentaire est un processus qui demande :  
D'avoir une intention, une visée, être mis en mouvement par un récit – un rêve – d'une démocratie plus grande, de plus de justice, d'un monde de partage et de respect du vivant où l'alimentation est à la fois un droit pour chacun et un levier pour prendre soin du monde.

De tisser une relation de confiance avec des personnes qui n'ont pas de rapports, avec lesquelles on veut travailler en allies ou en égaux (et qu'on ne considère pas comme des bénéficiaires et des usagers). Point d'attention : il n'y a pas de recette magique pour mobiliser : cela prend du temps ; Mobiliser, ce n'est pas communiquer !

De faire vivre une dynamique collective riche et joyeuse dans des groupes. Cela demande de changer de « logique » et d'adopter une posture non plus de « techniciens » de projets ou de « directeurs techniques », mais d'animateurs de groupes / collectifs qui s'interrogent ET agissent dans lesquels nous partageons le pouvoir et la décision. D'être courageux.se et humble, car vouloir changer de monde (de l'alimentation) demande à entrer en dialogue avec des politiques publiques (qui mettent du temps à bouger) voir des adversaires (que l'on peut convaincre). Le placardier est l'un des outils des collectifs.

(Source : livret pédagogique pour la prise en main politique)

#### Que s'est-il passé à Montpellier ?

En amont de la constitution du comité citoyen de l'alimentation, entre septembre 2021 et septembre 2022, un long travail de mobilisation citoyenne a été réalisé, porté par le collectif de coopération.

Il s'est décliné en 4 temps : identification des enjeux (pourquoi mobiliser ?), formation des acteurs (comment mobiliser ?), mobilisation (actions concrètes dans les quartiers) et co-construction du comité citoyen (cette dernière en perspective).

#### Pourquoi mobiliser et "faire participer" ?

- Offrir des espaces de parole, permettre aux personnes de faire part de leur expertise
- Reconnaître les compétences des personnes concernées, leur légitimité
- Avoir toujours plus largement la participation – faire "avec" les habitant-e-s et pas "pour"
- Créer du débat contradictoire pour mieux comprendre les choses

- Donner et partager le pouvoir
- Faire démocratie à notre échelle et "faire politique autrement"
- Faire remonter la parole à une échelle plus large

#### Le programme de co-formation

(avec l'association Aequitas)

Il s'agit d'acquiescer et partager des outils de mobilisation et de mise en débat des questions d'alimentation : découverte d'outils d'éducation populaire comme le débat mouvant, les règles d'inclusion dans un collectif, la nécessité de délimiter par des "lignes à tracer" (échanges individuels où chacun se raconte un peu) avant les échanges en groupe, l'accueil actif des attentes et indignations des personnes concernées.

Aequitas : outils de mobilisation

#### Les actions de mobilisation

##### • Les balades



des balades urbaines pour observer collectivement le paysage alimentaire d'un quartier (possibilité d'en faire un podcast)

##### • Les ateliers cuisine



cuisiner et échanger sur l'idée de caisse alimentaire commune

#### Les ateliers



se retrouver dans un pays autour d'un repas partagé pour échanger sur l'idée de caisse alimentaire commune

##### • Les projections de film / débats



avec des films comme "Deuxième France" ou "La part des autres"

##### • Les ateliers de vidéo participative



Tout le monde cuisine un film de Malik, Marie et Charles

ateliers vidéo avec des habitant-e-s volontaires sur le thème de « Manger », qui ont permis de donner la parole et faire appel à leur créativité pour produire 5 courts-métrages. Ils ont été diffusés le 28 janvier 2023 lors de la journée de lancement de la Caisse Alimentaire Commune et depuis à de nombreuses occasions, toujours en présence des cinéastes.



Cette définition appelle une lecture multidimensionnelle des enjeux d'accès à l'alimentation (économique, physique, social) et recense le développement du pouvoir d'agir des individus comme l'une de ses conditions. Elle s'inscrit également dans une vision de transition des systèmes alimentaires en prenant l'angle de toutes et tous à une alimentation durable. En effet, les inégalités d'accès à l'alimentation s'inscrivent notamment dans des difficultés d'accès aux produits frais (fruits, légumes), peu transformés et de qualité (produits biologiques par exemple) qui constituent la base de régimes alimentaires moins importants pour la santé et l'environnement.

### Vers un système alimentaire plus durable (donc territorialisé)

Les systèmes agricoles et alimentaires dans leur mode dominant, c.-à-d. mondialisé, industriel, financiarisé, engendrent de multiples externalités négatives. Les coûts de notre système alimentaire (Baret et al 2021 ; les enjeux d'indignité, 2022 ; Jean-Claude et al. 2020) sont de plusieurs ordres :

- environnementaux : émissions de gaz à effet de serre, effondrement de la biodiversité, pollutions des engrais et pesticides, pollutions des plastiques, épuisement des ressources, etc.
- sanitaires : malnutrition, maladies chroniques, maladies cardio-vasculaires, diabètes, santé mentale, associations aux pesticides, etc.
- sociaux : précarité alimentaire et précarité du travail.
- économiques : coûts publics de santé, coûts publics de traitement et dépollution, subventions publiques.
- politiques : concentration des pouvoirs politiques et économiques, impunité, impunité, opacité.

Alors que le budget alimentaire des foyers en France est historiquement faible, le coût global du système alimentaire pour notre société n'a jamais été aussi

élevé. Un certain nombre de travaux en prospective convergent sur les nécessaires transformations pour un système alimentaire durable (Lasserre et al. 2017 ; Paul et al. 2019 ; Baret et al. 2021 ; 1995-2021) : généraliser l'agriculture, végétaliser l'alimentation, et renforcer l'ancrage territorial des systèmes alimentaires. Cependant, l'émergence et la consolidation du modèle agro-industriel s'est accompagnée de la mise en place d'un certain nombre de services d'ordre économique, réglementaire, politique, technique et sociologique qui s'appuient à tout changement de trajectoire. En particulier, la recherche des coûts de production les plus bas sur des marchés ne prenant pas en compte les coûts sociaux et environnementaux constitue un obstacle fondamental qui s'oppose à tous les acteurs du système alimentaire (de Gues et al. 2022).

### Justice sociale et transition juste dans les systèmes alimentaires

Les multiples injustices traversant le système alimentaire invitent à analyser ce dernier et à penser des réponses sous l'angle de la justice. Pour penser cette question de la justice, nous nous appuyons sur la conception de la justice sociale proposée par la philosophe Nancy Fraser, à savoir une conception fondée sur deux dimensions complémentaires, la redistrib



Merci pour votre  
attention !

Merci à l'ensemble des  
financeurs de l'expérimentation :



Et de la recherche-action :

